



13

déc.
2018
▲ Niv. 2L'État a
répondu

Pologne

n° 136/2018

Création de l'alerte : 07 déc. 2018

Tentative de réduire au silence le journal polonais Gazeta Wyborcza

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Harcèlement et intimidation de journalistes

AUTEUR : FEJ/FIJ, CPJ, Index, RSF

Le 3 décembre 2018, la Banque nationale de Pologne (NBP) a saisi le tribunal de district de Varsovie pour que cinq journalistes du quotidien Gazeta Wyborcza cessent de couvrir le scandale de la KNF. La banque a demandé au tribunal d'interdire (pour la durée du procès) "la diffusion des déclarations par les auteurs des articles suggérant des activités illégales des organes de la NBP en associant le président de la NBP (Adam Glapiński - ed.) avec l'affaire KNF". La banque KNF est l'autorité de surveillance financière de la Pologne dont le président, Marek Chrzanowski, a démissionné le 13 novembre suite à la publication d'un article dans Gazeta Wyborcza qui a révélé que Chrzanowski avait demandé une somme d'argent à un propriétaire de banque milliardaire en échange d'un traitement préférentiel.


INFORMATIONS ADDITIONNELLES ▼

- ➔ Article publié sur le site Tok FM: "Czy prezes NBP może cenzurować media? Prof. Paruch broni Adama Glapińskiego"
- ➔ Déclaration de Gazeta Wyborcza: "We will not be silenced. We will fight for free media"
- ➔ Information publiée sur Mapping Media Freedom : "Poland: National Bank seeks to censor independent media over financial regulator scandal"
- ➔ Article publié sur le site Bloomberg : "Polish Bank Watchdog Quits After Report of a \$10 Million Bribe"

RÉPONSES DE L'ÉTAT ▼



13 déc. 2018 | Information de la Banque nationale de Pologne

 **Lettre de la Représentation permanente de Pologne auprès du
Conseil de l'Europe**